

LIBRE-MARCHÉ ET ANTI-COMMUNISME

La Hoover Institution, archives réservées aux Républicains



Fondée à l'université de Stanford par l'ancien président Herbert Hoover, l'institution qui porte son nom a constitué une gigantesque bibliothèque sur les guerres du XXe siècle et les régimes communistes. Financée par de grandes entreprises, employant de nombreux pontes du Parti républicain, cet institut universitaire ambitionne de mettre la recherche scientifique au service de la défense du « système américain ». Après avoir organisé la formation des parlementaires républicains, les meilleurs professeurs de la Hoover et la doyenne de Stanford, Condoleezza Rice, ont constitué le groupe des « Vulcains » et formé George W. Bush.

page 2

Propagande : le bouc émissaire Bush

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

À une semaine du scrutin, le *New York Times* et le *Washington Post* ont tour à tour pris position pour John Kerry. Sans remettre en cause les poncifs qu'ils distillent à longueur de colonnes, ils affirment que Bush est le seul responsable des mensonges qu'ils n'ont cessé de relayer jusqu'à conduire à la guerre. Par ricochet, on comprend mieux le soutien de la presse atlantiste européenne à John Kerry. Le message est : nous sommes honnêtes, c'est Bush seul qui a menti.

page 6

REPÈRE : 26 OCTOBRE 1974

La Ligue arabe reconnaît l'OLP

Après le vote de l'ONU du 14 mai qui la reconnaît par 105 voix contre 4, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est officiellement reconnue comme le seul et légitime représentant du peuple palestinien lors du 8ème sommet réunissant la Ligue arabe à Rabat (Maroc), en présence de Yasser Arafat. La résolution votée implique également l'obligation de tous les pays arabes de préserver l'unité palestinienne et de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires palestiniennes. Moins d'un mois plus tard, Yasser Arafat se présentera devant l'ONU avec une branche d'olivier dans une main et un pistolet dans l'autre, concrétisant la reconnaissance officielle de son organisation qui obtient par ailleurs un poste d'observateur au Conseil de sécurité. L'OLP deviendra membre à part entière de la Ligue arabe en 1976. ■



DES JUGES D'EXCEPTION POUR LES OTAGES DE GUANTANAMO

Selon le *Lakeland Ledger*, c'est la frange la plus radicale de l'équipe au pouvoir, composée notamment de Dick Cheney, Donald Rumsfeld et John Ashcroft, qui a écarté les juristes militaires, soupçonnés d'être trop pointilleux sur la procédure et le respect du droit international, au profit de néo-conservateurs, membres de la Federalist Society de Spencer Abraham. Ensemble, ils ont élaboré la nouvelle doctrine des États-Unis en matière de lutte contre le terrorisme en arguant que les attentats sont des actes pires que la guerre et relèvent donc d'une justice militaire d'exception. À ce titre, les prévenus de Guantanamo pourront être jugés à huis clos, sans le droit au silence, ni présomption d'innocence. Les procureurs pourront utiliser des preuves non présentées à la défense et requérir la peine de mort avec plus de facilité. Cette procédure a été entérinée par George W. Bush dans un Military Order signé le 13 novembre 2001. Ces juridictions d'exception étaient-elles utiles ? Trois ans après, sur 560 détenus officiels sur la base de Guantanamo, seuls 4 sont dans l'attente d'un éventuel procès. Il n'existe pas de charge contre les autres, détenus pour l'exemple, comme des otages. ■

Libre-marché et anti-communisme

La Hoover Institution, archives réservées aux Républicains

Fondée à l'université de Stanford par l'ancien président Herbert Hoover, l'institution qui porte son nom a constitué une gigantesque bibliothèque sur les guerres du XXe siècle et les régimes communistes. Financée par de grandes entreprises, employant de nombreux pontes du Parti républicain, cet institut universitaire ambitionne de mettre la recherche scientifique au service de la défense du « système américain ». Après avoir organisé la formation des parlementaires républicains, les meilleurs professeurs de la Hoover et la doyenne de Stanford, Condoleezza Rice, ont constitué le groupe des « Vulcains » et formé George W. Bush.



En 1919, Herbert Hoover créa, à l'université de Stanford où il enseignait, une bibliothèque consacrée aux causes et conséquences de la Première Guerre mondiale, incluant la révolution russe. Quelques années plus tard, Hoover devait être élu président des États-Unis d'Amérique sous l'étiquette du Parti républicain. Lors de sa prise de fonction, en 1928, cet idéologue s'illustra par des déclarations fracassantes sur le miracle économique et la victoire prochaine contre la pauvreté. Quelques mois plus tard, c'était la Grande dépression, l'effondrement économique des États-Unis et la fin d'une certaine forme de

capitalisme.

Dès sa création, la bibliothèque Hoover fut marquée par la personnalité de son fondateur. Cette institution académique est placée au service du Parti républicain. Elle s'enracine dans l'étude du conflit qui propulsa les États-Unis sur la scène européenne et sur la révolution bolchevique. Elle professe un enthousiasme de principe pour le capitalisme spéculatif malgré ses échecs historiques.



Herbert Hoover

Hoover dota sa bibliothèque de 50 000 dollars et la Fondation Rockefeller finança son fonctionnement. Pendant deux décennies, des acheteurs furent dépêchés dans toute l'Europe pour acquérir plus d'un million et demi de documents, incluant des fonds sur la fin du tsarisme, les premiers gouvernements soviétiques, les conférences de paix, la SDN etc. Une tour fut construite pour abriter ces trésors. Elle fut inaugurée, en 1941, à l'occasion

du cinquantième anniversaire de l'université de Stanford.

En 1946, la bibliothèque commença à engager des chercheurs pour exploiter son fonds. Hoover, qui s'était installé à New York, fit don de sa maison de Stanford pour qu'elle devienne la résidence du recteur de l'université. Il leva des fonds à la fois pour la bibliothèque et pour l'université, de sorte qu'à terme cette dernière devint une institution au service du Parti républicain. En 1957, la bibliothèque se transforma en centre de recherche prenant le nom de **Hoover Institution on War, Revolution and Peace** (Institut Hoover sur la guerre, la révolution et la paix).

En 1960, Herbert Hoover, alors âgé de 86 ans, débaucha un des directeurs de l'**American Enterprise Institute**, W. Glenn Campbell, pour en faire celui de son institut. Il lui demanda de publier des études pour « *démontrer le caractère démoniaque des doctrines de Karl Marx, que ce soit le communisme, le socialisme, le matérialisme économique ou l'athéisme, afin de protéger le mode de vie américain de ces idéologies, de leurs complots, et de réaffirmer la validité du système américain* » [1].

Pendant trente-quatre ans, sous la houlette de Campbell, l'institut devint la référence académique des Républicains, employant des dizaines de chercheurs à plein temps et produisant des centaines d'études sur les bienfaits de la libre entreprise, les crimes du communisme, et les besoins de la sécurité nationale.

Sous les présidences républicaines de Richard Nixon et Gerald Ford, Campbell siégea à la Commission des attachés de la Maison-Blanche (Commission on White House Fellows) qui engage et forme durant une année les jeunes collaborateurs des services de la présidence. Il siégea également au Bureau national des sciences (National Science Board), sorte d'académie consultative auprès du Congrès. Sous la présidence, toujours républicaine, de Ronald Reagan, il présida la Commission de supervision du renseignement (Intelligence Oversight Board). C'est à cette époque que la Hoover Institution

tissa des liens avec la CIA.

La bibliothèque recueillit les archives de **Friedrich von Hayek** et de la **Société du Mont-Pèlerin**. Elle offrit le gîte, le couvert et de grasses rémunérations aux économistes pseudo-libéraux.

À la chute de l'URSS, la Hoover envoya des acheteurs fouiller les archives soviétiques. En quelques mois, ils s'emparèrent de dizaines de milliers de documents sur le fonctionnement de l'État et du Parti avant que les autorités russes ne prennent conscience du pillage et ne l'interrompent.



Glenn Campbell

En 1996, après l'échec du candidat républicain Bob Dole face à Bill Clinton, l'un des chercheurs de la Hoover, Martin Anderson, ancien conseiller spécial de Nixon et conseiller économique de Reagan, constitua le Comité consultatif de politique du Congrès (Congressional Policy Advisory Board). Chaque mois, sous la responsabilité du représentant de Californie, Chris Cox, et du président de la Chambre, **Newt Gingrich**, des parlementaires républicains suivaient une séance de formation dispensée par les meilleurs universitaires.

Sur le même principe, c'est dans la résidence de l'ancien secrétaire d'État **George P. Schultz**, sur le campus de Stanford, que fut constitué, en 1998, un groupe de chercheurs de la Hoover Institution pour former George W. Bush aux questions internationales dans sa maison d'Austin (Texas).



La doyenne Condoleezza Rice

Il comprenait Martin Anderson, John Taylor, Abraham Sofaer, John Cogan et la doyenne de l'université de Stanford, **Condoleezza Rice**. Rapidement, ils furent rejoints par des responsables politiques qui avaient suivi les séances de formation au Congrès, notamment

Richard Armitage, James Baker, Robert Blackwill, Dick Cheney, Stephen Hadley, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Brent Scowcroft, Paul Wolfowitz, Dov Zakheim, Robert Zoellick et même **Colin Powell**. C'est ce groupe, connu sous le nom de « Vulcains » (par référence au dieu grec qui forge au fond des volcans les armes de l'Olympe), qui a formulé la politique étrangère mise en œuvre lors du premier mandat Bush Jr.

En retour, en 2001, Condoleezza Rice a été nommée conseillère de sécurité nationale et sept salariés de la Hoover Institution ont été nommés au Pentagone parmi les trente membres du Comité consultatif de politique de Défense (Defense Policy Board Advisory Committee).

- ▶ **Richard V. Allen** (ancien conseiller de sécurité nationale)
- ▶ Martin Anderson
- ▶ Gary Becker (Prix Nobel d'économie, 1992)
- ▶ Newt Gingrich (ancien président de la Chambre des représentants)
- ▶ Henry S. Rowen (ancien assistant du secrétaire à la Défense)

- ▶ Kiron S. Skinner (professeur de sciences politiques)
- ▶ Pete Wilson (ancien gouverneur, puis sénateur de Californie).

La Hoover Institution est financée à hauteur de 25 millions de dollars annuels par de grandes entreprises proches du parti républicain (**Exxon-Mobil**, General Motors, Ford, Boeing, Chrysler etc.). Outre des livres, la elle publie une revue bimestrielle de politique générale, *Policy Review*, et une trimestrielle consacrée au dernier grand État communiste, la *China Leadership Monitor*.

À la différence des think tanks classiques, la Hoover Institution n'est pas une association politique, mais un institut universitaire. En violation de la déontologie académique, ce privilège contribue à donner une apparence scientifique à des travaux qui sont en fait des argumentaires politiques. Régulièrement, depuis quatre-vingts ans, des étudiants et professeurs de Stanford pétitionnent en vain pour que l'université fasse le ménage et coupe ses liens organiques avec la Hoover.

[1] Cité par James A. Smith in *The Idea Brokers*, The Free Press éd., 1991, p. 186.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Propagande : le bouc émissaire Bush

Analyse

À une semaine du scrutin, les deux grands quotidiens états-uniens ont tour à tour pris position dans l'élection présidentielle.

Le *New York Times* a dressé un bilan critique du mandat Bush et a décidé de soutenir Kerry. Fort curieusement, après quatre ans de silence, le journal new-yorkais, qui avait appelé ses lecteurs à se soumettre à la décision de la Cour suprême portant Bush à la Maison-Blanche, tire une conclusion de son illégitimité. Le président, désigné dans des circonstances douteuses et sans base populaire, aurait dû s'adapter à cette situation, au lieu de quoi, il a imposé son programme dès que le 11 septembre lui en a donné l'occasion. Quoi qu'il en soit, il lui est surtout reproché d'avoir accru le déficit public.

Le *Washington Post* s'est montré plus prudent encore dans son expression pour en arriver aux mêmes conclusions. M. Bush aurait un bilan mitigé, cependant M. Kerry serait aussi capable pour répondre aux crises internationales et plus efficace face aux déficits publics.

Toutefois, ce qui frappe le lecteur de ces éditoriaux, ce sont les arrières pensées de la presse conformiste. Aucun ne soutient Kerry pour lui-même, mais contre Bush. Tous deux entendent faire du président actuel le bouc émissaire dont le sacrifice permettra la rédemption de leurs erreurs sans avoir à rendre de comptes. À les lire, c'est Bush seul qui a conduit son pays à faire la guerre contre l'Irak sur la base d'informations erronées. Ils n'auraient aucune responsabilité dans ces intox. Ils ne remettent d'ailleurs en question que les slogans périmés, pas les préjugés courants. Ainsi, ils fondent leur raisonnement sur une accumulation de poncifs absurdes (la guerre en Irak rend l'Amérique plus sûre, la principale menace c'est le fondamentalisme musulman, etc.), qu'ils pourront toujours dénoncer lors de l'élection suivante au détriment du président sortant.

Par ricochet, on réalise subitement pourquoi la presse atlantiste européenne fait campagne depuis des semaines pour Kerry. Le message se résume ainsi : nous sommes des journaux honnêtes, c'est Bush et lui seul qui a menti.

Dans un grand effort de communication globale, Zbigniew Brzezinski claironne *Urbi et Orbi* la vision démocrate des relations internationales. Son article, publié par le *New York Times*, est reproduit notamment dans l'*International Herald Tribune*, *Clarín* et *El Mundo*. Le brillant stratège assure que pour enrôler les Européens en Irak, il faut leur donner quelques avancées concrètes en Palestine et que c'est la proximité trop étroite de George W. Bush avec Ariel Sharon qui a fait le plus de mal à l'Alliance atlantique. Bigre ! vu du pays du libre-marché, la paix serait donc une affaire de troc et l'attachement des Européens au droit international un babillage sans conséquence. Continuant sur sa lancée, M. Brzezinski pronostique que M. Bush, s'il est élu, formera une coalition anti-musulmane avec la Russie, l'Inde et Israël. La question se pose alors pour le lecteur de savoir si l'auteur est incompetent au point d'ignorer que la Russie comprend 20 millions de musulmans et est observatrice à l'Organisation de la Conférence islamique, tandis que l'Inde, avec 110 millions de musulmans, est le 2^e pays musulman du monde.

Plus pragmatique, Bob Woodward, rédacteur vedette du *Washington Post*, publie la liste des 22 questions qu'il posa aux deux candidats et auxquelles seul George W. Bush accepta de répondre. En fidèle porte-parole de la classe dirigeante washingtonienne, le journaliste s'est borné à une analyse du fonctionnement des institutions et du rôle du président en situation de crise, mais il a poussé son enquête dans les moindres détails. Si les réponses de Bush, incluses dans le livre *Plan d'attaque*, ont contribué à donner l'image d'un président volontaire et souvent solitaire, le silence de Kerry laisse à penser qu'il n'entreprendrait rien pour rééquilibrer les pouvoirs.

Le *Los Angeles Times* a donné la parole à quatre personnalités pour expliquer que, somme toutes, les choses ne vont pas si mal en Irak.

Christopher Hitchens, ex-égérie contestataire passé au service des néo-conservateurs, se réjouit pour le peuple irakien de la fin du cauchemar Saddam Hussein et exalte l'amorce de transformation démocratique du monde arabe. Michael Rubin, du cabinet pro-Israélien Benador, s'émerveille de l'absence de guerre civile en Irak et de l'espoir qui y renaît. Frederick W. Kagan, professeur à l'Académie militaire de West Point, est heureux de constater que l'occupation de l'Irak est moins coûteuse que la location de bases en Arabie saoudite et que la Coalition a pu écraser la rébellion chiite en bombardant des villes sans que la communauté internationale ne proteste. Enfin Gary Schmitt, du Projet pour un nouveau siècle américain, conçoit l'invasion de l'Irak comme une démonstration de force et applaudit la leçon ainsi donnée au reste du monde. Laissons de côté l'argument de la joie du peuple irakien célébrant ses libérateurs. Il suffit d'observer l'étendue et la force de sa résistance pour mesurer qu'il ne préfère pas la dictature de la Coalition à celle de Saddam Hussein. Revenons plutôt sur les autres éléments. Ce qui est terrifiant à les lire, c'est que tout ce qui paraît positif à ces auteurs, nous est insupportable : s'emparer de l'Irak pour y installer des bases militaires, bombarder des populations civiles, écraser un pays pour l'exemple.

À l'inverse, le *Guardian* a demandé à la romancière irakienne Haifa Zangana ce

qu'en pensent les intéressés. Pour elle, le bilan de l'administration de la Coalition et d'Iyad Allaoui est désastreux. Les Irakiens voient la mort partout et veulent la fin de l'occupation.

Réseau Voltaire

rédaction du New York Times

The New York Times

« John Kerry pour président »

Source : New York Times

Référence : « John Kerry for President », *New York Times*, 17 octobre 2004. Ce texte est l'éditorial annonçant le soutien du quotidien à John Kerry. Non signé, il engage toute la rédaction.

John Kerry se dirige vers l'élection avec une base électorale davantage construite contre **George W. Bush** que marquée par la fidélité à sa candidature, mais lors de l'année écoulée nous avons découvert que M. Kerry était plus qu'une alternative au *statu quo*. Il a les qualités pour faire un grand chef de l'exécutif. Nous avons été impressionnés par ses connaissances étendues et sa façon de penser clair. C'est quelqu'un qui réévalue ses décisions quand les conditions l'exigent et dont la vie a été dédiée au service public.

Toutefois, on ne peut nier que cette élection est avant tout centrée sur le bilan désastreux de M. Bush. Le manque de légitimité de l'élection de Bush aurait dû le conduire à mener une politique au centre, mais au lieu de cela, sa présidence a été celle de la droite la plus radicale : installation de **John Ashcroft** et politiques contre les libertés civiles, politiques fiscales diminuant les impôts au détriment des aides sociales en pleine récession et laissant les programmes scolaires sans financement, affaiblissement des systèmes de sauvegarde de l'environnement. Ce président, qui a perdu le vote populaire, a reçu un vrai mandat le 11 septembre 2001. Il avait tout le pays derrière lui, mais il s'en est servi pour demander une nouvelle réduction d'impôt et la guerre contre l'Irak. Cela démontre qu'il est incapable de changer de priorités dans de nouvelles circonstances. Il a ainsi préféré garantir les baisses d'impôts plutôt que d'assurer notre sécurité (90 % des cargaisons arrivant par nos ports ne sont pas inspectées).

La politique intérieure antiterroriste n'était pas normale, elle a été marquée par l'obsession nixonienne du secret, le non respect des libertés civiles et une gestion inepte. Le **département de la Justice** a méprisé les lois internationales et les traités interdisant les traitements brutaux. Cette attitude et les traitements de prisonniers à **Guantanamo** et Abu Ghraib ont choqué l'opinion publique mondiale.

M. Bush a également été obsédé par Saddam Hussein et il a vendu au Congrès une guerre sur la foi de fausses allégations. Les réactions internationales négatives concernant l'invasion de l'Irak s'accompagnent désormais d'un mépris pour l'incompétence dans l'effort de reconstruction. L'Iran et la Corée du Nord

ont estimé que désormais leur meilleure défense contre une attaque était l'acquisition d'armes nucléaires. Nous sommes inquiets concernant un nouveau mandat Bush, surtout vu la composition de la Cour suprême. Désormais, s'il est réélu, les marchés sauront que le déficit continuera de s'accroître. Avec l'administration Bush, nous avons le pire de la droite américaine sans avoir les avantages : la bonne gestion.

Kerry a la capacité de faire bien mieux : il défend les libertés civiles, il comprend la loi de séparation des Églises et de l'État, nous apprécions son plan pour la santé, son projet de réduction de la dépendance au pétrole et il défend de longue date la diminution des déficits.

rédaction du Washington Post



« Kerry pour président »

Source : Washington Post

Référence : « Kerry for President », *Washington Post*, 24 octobre 2004. Ce texte est l'éditorial annonçant le soutien du quotidien à John Kerry. Non signé, il engage toute la rédaction

Les experts nous disent que les électeurs n'ont pas de difficulté à faire leur choix dans l'élection présidentielle. Ils sont soit passionnément pour **George W. Bush**, soit passionnément pour **John Kerry** ou plutôt passionnément contre M. Bush. Nous n'avons pas réussi à trancher aussi facilement. Si nous nous sommes montrés très critiques contre certaines décisions de l'administration Bush, nous en admirons d'autres. De même, nous admirons les états de service et l'étendue des connaissances de M. Kerry, mais nous sommes moins enthousiasmés par certaines de ses positions. Toutefois, tout bien peser, nous pensons que Kerry est plus à même de diriger la nation.

Depuis le 11 septembre, M. Bush a changé sa vision du monde. Son engagement en faveur d'une lutte à long terme pour la liberté et la démocratie dans le monde arabe reflète sa compréhension des grandes menaces posées par le fondamentalisme musulman. Sa rhétorique n'a pas toujours été suivie d'effet et le recul de la démocratie russe ne semble pas le troubler. M. Bush a eu des succès dans la formation d'alliances contre les terroristes, dans la refonte d'une politique trop accommodante avec les dictatures. Il a promis d'accroître l'aide aux pays pauvres et à la lutte contre le sida. En outre, M. Bush a mieux réussi en Afghanistan que M. Kerry ne l'affirme. En Irak, on ne peut reprocher à Bush d'avoir cru à l'existence des armes de destruction massive comme **Bill Clinton**. Nous avons soutenu la guerre et pensons toujours que la mission états-unienne d'installer un gouvernement représentatif en Irak peut nous mettre davantage en sûreté. Nous reprochons à M. Bush ses exagérations concernant les informations qu'il recevait, la façon d'aliéner nos alliés traditionnels et surtout le manque de préparation de l'après-guerre. Cela est lié à la tendance de M. Bush de refuser les conseils en dehors d'un petit cercle de proche. Sur le plan intérieur, nous applaudissons la campagne de promotion de la responsabilité dans les écoles primaires et secondaires, le degré de privatisation pour donner plus de contrôle sur leur retraite à la population et d'autres

propositions, mais il n'a pas expliqué comment il allait les financer. Il s'agit là d'un autre grand problème : ses déductions fiscales ont aggravé les déficits. M. Kerry est plus réaliste sur la politique fiscale, il a un bon plan pour les questions de santé, il tient compte du réchauffement climatique et il est plus respectueux des libertés civiles. Ces questions ne nous feraient pas nous prononcer pour lui si nous ne pensions pas également qu'il garderait la nation sûre. Il est déterminé à ne pas fuir d'Irak et il comprend que la plus grande menace est la possible acquisition par des terroristes d'armes nucléaires ou biologiques. S'il est difficile de déterminer s'il sera plus efficace que Bush concernant l'Iran et la Corée du Nord, il a au moins placé ces pays dans les priorités. Nous pensons aussi qu'il sera plus efficace que M. Bush dans la gestion du génocide au Soudan.

Zbigniew Brzezinski



Zbigniew Brzezinski fut conseiller de sécurité nationale du président Carter et directeur exécutif de la Commission Trilatérale. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a notamment publié *Le Grand échiquier*.

« Comment se faire de nouveaux ennemis »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

, Clarin

, El Mundo

Référence : « How to Make New Enemies », par Zbigniew Brzezinski, *New York Times*, 25 octobre 2004.

« A grand U.S.-European Mideast strategy », *International Herald Tribune*, 26 octobre 2004.

« Ni Bush ni Kerry entendent la naturaleza del conflicto global », *Clarin*, 26 octobre 2004.

« Cómo hacer enemigos », *El Mundo*, 26 octobre 2004.

Il est frappant de voir que les deux candidats offrent les mêmes solutions concernant l'Irak : plus d'implication des Irakiens et davantage d'aide extérieure. Malheureusement, cela ne risque pas de fonctionner. Les deux candidats ont perdu de vue le défi central de notre temps. La « guerre au terrorisme » de **George W. Bush** est un slogan vide de sens qui perd de vue qu'une guerre civile secoue l'islam et oppose des fanatiques à des modérés de plus en plus intimidés. Par leurs actions menées sans distinction, les États-Unis rendent de plus en plus probable une union des modérés et des islamistes pour affronter l'Amérique.

En Irak, l'occupation est rejetée et le nationalisme s'allie au fanatisme contre l'occupant. Le taux de désertion dans les camps d'entraînement irakien est dangereusement élevé et les actions contre les insurgés donnent de nouvelles recrues aux rebelles. Les choses ne vont pas s'arranger si M. Bush, qui a perdu toute crédibilité, est réélu. Les pays étrangers ne donneront pas plus de fonds et n'envoieront pas plus de troupes. Nos alliés pensent déjà à retirer les leurs. Dans le monde islamique, la politique de Bush se confond avec celle d'**Ariel Sharon**. Elle caricaturée en une politique semi-coloniale. Isolé, Bush pourrait être tenté de se rapprocher de certains pays dans une forme de « sainte alliance » anti-musulmane rassemblant la Russie, l'Inde et Israël. Il est possible de constituer une telle alliance, mais les États-Unis seraient toujours plus isolés en dehors de

ce groupe.

John Kerry bénéficie pour sa part d'une meilleure image, mais elle ne suffira pas à motiver la France ou l'Allemagne pour nous aider en Irak. Pour les convaincre, il faut que les États-Unis ne forment pas une « sainte alliance », mais une alliance large qui sera destinée à traiter de fonds trois questions essentielles : le conflit israélo-palestinien, le chaos en Irak et la menace potentielle iranienne. Les États-Unis et l'Europe devront soutenir un plan de résolution du conflit israélo-palestinien fondé sur un retour à des frontières proches de celles de 1967 et constituant un État palestinien démilitarisé. En échange, les pays européens et musulmans devront contribuer au financement de la reconstruction en Irak. Enfin, les États-Unis et l'Union européenne entameront des discussions avec l'Iran sur l'Afghanistan, l'Irak et son programme nucléaire. Avec un tel programme, l'Europe nous suivra sous peine de repousser les États-Unis dans l'unilatéralisme.

Bob Woodward



Célèbre pour ses articles qui ont révélé le scandale du Watergate, Bob Woodward est journaliste et assistant rédacteur en chef au *Washington Post*. Il est l'auteur de *Bush at War* et de *Plan of Attack*.

« La décision en Irak »

Source : *Washington Post*

Référence : « Decision Iraq », par Bob Woodward, *Washington Post*, 24 octobre 2004.

Le rôle de commandant en chef est la part la plus importante du travail de président, mais les campagnes électorales offrent peu d'occasions aux électeurs d'évaluer quel candidat serait le plus à même de tenir cette fonction. Pour mon livre *Plan of Attack*, j'ai posé des centaines de questions à **George W. Bush** sur la guerre d'Irak et ses réponses sont dans mon livre. J'ai voulu faire de même avec **John Kerry**, mais après que ses conseillers m'aient promis qu'il répondrait à mes questions, il a changé d'avis. Comme cette interview n'a pas eu lieu, il n'est pas possible de comparer les positions des deux candidats.

Je fournis la liste des 22 questions que je voulais poser :

- ▶ 72 heures après le 11 septembre, **Donald Rumsfeld** a demandé à voir les plans d'attaque disponibles contre l'Irak. Le président Bush lui a demandé de n'en avertir ni le **National Security Council**, ni la **CIA**. Dans une telle situation, si le président Kerry voulait voir les plans d'attaque d'un pays particulier qui serait convié ? Quel aurait été le processus de décision ? Était-il raisonnable de se tourner vers l'Irak à ce moment-là ?
- ▶ À la fin de l'année 2001, on demanda à la **CIA** de donner ses conclusions sur l'Irak et elle déclara qu'il n'y avait aucun moyen pour elle de renverser Saddam Hussein, elle préconisa donc une intervention militaire. Comment une telle prise de position peut-elle être évitée ? Comment la diplomatie peut-elle s'accompagner d'actions secrètes ?
- ▶ En janvier 2002, George W. Bush a prononcé son fameux discours sur l'« Axe du Mal ». Ce discours était-il trop peu diplomatique ? Comment un président Kerry envisagerait les relations avec l'Iran et la Corée du Nord ? Les considérez-vous comme membre d'un « Axe du Mal » ?
- ▶ Le 16 février 2002, le président a signé un ordre secret demandant à la CIA de commencer les actions secrètes pour renverser Saddam Hussein, mais à l'été

aucune stratégie diplomatique pour gérer la question irakienne n'avait été produite. Comment le planning militaire et la diplomatie peuvent-ils s'articuler ?

- ▶ À partir du 24 mai 2002, Tommy Franks et l'état-major ont commencé à travailler sur un plan d'attaque de l'Irak, mais Bush n'a été impliqué que sept mois plus tard sur les questions de l'après-guerre. Si vous étiez président comment vous assureriez vous que la préparation du plan d'attaque est suffisante ? Sur quelles questions vous impliqueriez vous ?
- ▶ Etes vous favorable à la doctrine des frappes préventives ? Dans quelles conditions ? Bush a affirmé que les États-Unis avaient un devoir de libérer l'Irak, êtes vous d'accord ?
- ▶ En juillet 2002, le président Bush ordonna la construction d'installations pour un coût de 700 millions de dollars afin de préparer la guerre d'Irak sans que le Congrès soit impliqué. Quel devrait être le rôle du Congrès dans la préparation de la guerre ?
- ▶ En août 2002, Colin Powell a averti le président qu'une guerre en Irak pourrait avoir des conséquences désastreuses. Comment auriez-vous réagi à un tel avertissement ?
- ▶ Le 8 novembre 2002, la résolution 1441 a été acceptée à l'unanimité des membres du Conseil de sécurité de l'ONU et Powell a estimé que c'était une victoire diplomatique. Pensez-vous qu'il aurait été possible de chasser Saddam Hussein du pouvoir via la diplomatie et des inspections d'armes continues ?
- ▶ En novembre-décembre 2002, les forces états-uniennes se sont déployées alors qu'on continuait d'affirmer que la guerre n'était pas inévitable. Rumsfeld a affirmé au président Bush qu'au bout de deux à trois mois sur place, les capacités d'action des troupes déclinerait. Comment un président Kerry aurait-il géré cette situation ?
- ▶ En décembre, la CIA a affirmé au président qu'elle avait un dossier solide concernant les armes de destruction massive irakiennes. Comment un président Kerry réagirait-il s'il sentait qu'un dossier de renseignement est faible ?
- ▶ Le 9 janvier, Franks a affirmé à Bush que lorsque les forces spéciales seraient déployées, il devrait prendre sa décision. Selon vous, le président avait-il pris sa décision quand il a ordonné un déploiement de troupes ?
- ▶ Rumsfeld a affirmé à Bush qu'une fois que les États-Unis avait demandé à leurs alliés d'engager des troupes, ils ne pouvaient plus revenir en arrière. Êtes-vous d'accord ?
- ▶ Le 13 janvier, la NSA a réalloué 300 à 400 millions de dollars de ses fonds sur la question irakienne sans que Rumsfeld, Tenet ou Bush ne l'aient demandé. Était-ce une bonne décision ? Comment cela se serait-il passé dans une administration Kerry ?
- ▶ Le 20 janvier 2003, le président créé le Bureau pour la reconstruction de l'Irak. Était-ce un bon timing selon vous ?
- ▶ Le 7 février 2003, Jacques Chirac a appelé le président Bush et s'est montré très conciliant, affirmant que malgré son désaccord concernant la guerre, il aiderait les États-Unis pour la reconstruction. Comment un président Kerry aurait-il réagi à une telle déclaration ?
- ▶ Le 17 mars 2003, le président Bush a estimé que Saddam Hussein mentait et il a ordonné la guerre bien que les inspecteurs soient encore en Irak ? Était-ce la bonne décision ou était-elle trop prompte ?
- ▶ Le 30 septembre 2003, Tony Blair a déclaré qu'il avait reçu des lettres de parents de soldats morts en Irak qui déclaraient le haïr et il mettait quiconque

au défi de ne pas avoir des doutes dans de telles conditions ; Bush lui n'a jamais fait part de ses doutes. Quelle doit être la part du doute dans la prise de décision d'un président ?

► Powell a déclaré qu'il pensait que **Dick Cheney** était obsédé par Al Qaïda et l'Irak et que cela l'a poussé à mal interpréter les dossiers concernant ce pays et à mettre en place « un petit gouvernement séparé » avec, entre autre, **Paul Wolfowitz** et **Douglas J. Feith**. Quelle est votre réaction ? Comment pensez-vous qu'il faut gérer ce type d'organisation au sein d'un gouvernement ?

► Powell a aussi déclaré qu'il pensait que Bush ne parvenait plus à envisager un changement de politique concernant l'Irak. Comment un président peut-il organiser un moyen de jauger les conséquences de ses politiques et de faire marche arrière si besoin ?

► Bush affirme n'avoir pris les conseils que de **Condoleezza Rice** avant de décider de mener la Guerre d'Irak. Quelle est votre réaction ? Quel système de consultation auriez-vous mis en place ?

► Bush a affirmé qu'il ignorait comment l'Histoire jugerait la guerre. Qu'en pensez-vous ?

Christopher Hitchens

Christopher Hitchens est éditorialiste pour Vanity Fair et auteur d'essais politiques. Il y a peu, très marqué à gauche, il a claqué la porte de *The Nation*, dont il était le journaliste vedette, pour passer dans le camp Bush et devenir un thuriféraire de la guerre en Irak. Son dernier livre est *Why Orwell Matters*.

« Ce qui va bien en Irak »

Source : Los Angeles Times

Référence : « What's Going Right in Iraq », par Christopher Hitchens, *Los Angeles Times*, 24 octobre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes d'auteurs favorables à la guerre contre l'Irak concernant, selon eux, les éléments positifs du conflit.

Trop souvent on ne retient de l'Irak que ce qui se passe mal. On oublie de noter que, désormais, quand les Kurdes irakiens entendent une explosion la nuit, ils peuvent se rendormir tranquillement car cela n'est pas le signe annonciateur d'une offensive des escadrons de la mort de Saddam Hussein. Les Arabes des marches du pays ont un habitat à nouveau irrigué. Les chiites peuvent à nouveau participer au débat politique. L'Irak est désarmé et c'est désormais vérifiable. La période dévastatrice socialement qui a été Saddam Hussein plus les sanctions est finie, mettant fin par là même au programme « sang contre nourriture » de l'ONU.

Aujourd'hui, les voix démocratiques se font entendre en Syrie, au Liban et en Arabie saoudite. Les actions militaires sont également des succès : un régiment britannique a tué plus de 300 membres de l'armée du Mehdi en enregistrant seulement trois morts et Zarkawi, un soutien de Ben Laden arrivé en Irak avant l'invasion, sera bientôt détruit avec ses hommes. Par ailleurs, les forces armées états-uniennes apprennent chaque jour comment combattre dans des conditions extrêmes dans un ex-État voyou et cette expérience est nécessaire.

Michael Rubin



Michael Rubin est chercheur à l'American Enterprise Institute, au Washington Institute for Near East Policy et expert du Cabinet de relations publiques Benador Associates. Il a été conseiller de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak et conseiller de Donald Rumsfeld (L'As de pique du régime Bush) sur l'Irak et l'Iran au Pentagone.

« Ce qui va bien en Irak »

Source : Los Angeles Times

Référence : « What's Going Right in Iraq », par Michael Rubin, *Los Angeles Times*, 24 octobre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes d'auteurs favorables à la guerre contre l'Irak concernant, selon eux, les éléments positifs du conflit.

L'Irak ne ressemble plus à ce que j'ai vu, il y a quatre ans, quand j'étais professeur au Kurdistan : les Kurdes, les Arabes et les Turkmènes parviennent à faire des compromis sur la discrimination positive au sein de la police et à Nassirya, tout le monde débat des mérites du fédéralisme. Les prédictions de guerre civile entre groupes ethniques ou religieux ne se sont pas réalisées malgré quelques attentats.

Les Irakiens se plaignent de la sécurité, mais sont confiants dans l'avenir. La nouvelle monnaie reste stable et connaît de meilleurs résultats que le dollar canadien sur le marché des changes. Les infrastructures et le commerce se développent et on peut noter qu'il n'y aurait pas de tels investissements si les Irakiens craignaient pour leur vie. L'exode massif des Irakiens sous Saddam Hussein a pris fin et un million de réfugiés sont de retour. Malgré les menaces d'attentat, les jeunes hommes font la queue pour entrer dans les forces de sécurité.

Aujourd'hui, on peut voir la lumière à la sortie du tunnel.

Frederick W. Kagan

Frederick W. Kagan est un historien militaire réputé, professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point et coauteur avec Donald Kagan de *While America Sleeps : Self-Delusion, Military Weakness, and the Threat to Peace Today*. Il est l'oncle de Robert Kagan.

« Ce qui va bien en Irak »

Source : Los Angeles Times

Référence : « What's Going Right in Iraq », par Frederick W. Kagan, *Los Angeles Times*, 24 octobre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes d'auteurs favorables à la guerre contre l'Irak concernant, selon eux, les éléments positifs du conflit.

La guerre d'Irak a amené deux réalisations militaires, une stratégique, une opérationnelle.

Le succès stratégique est la fin de l'endiguement de l'Irak qui nécessitait une grande présence militaire avec des effets douteux. L'occupation de l'Irak est temporaire contrairement à l'endiguement qui nécessitait une présence interminable. Le second grand bénéfice de la fin de l'endiguement est la fin de la colère que provoquait la présence états-unienne dans le monde musulman. Enfin, la politique d'endiguement affectait les Irakiens et Saddam Hussein pouvait instrumentaliser leur souffrance pour sa propagande.

Le succès opérationnel, c'est la destruction de l'armée du Mehdi sans provoquer une insurrection chiite. Il n'y a pas eu de protestations sur les moyens employés

et une menace contre un Irak démocratique a été éliminée.

Gary Schmitt

Gary Schmitt est directeur exécutif du Project for the New American Century et a été directeur exécutif du Foreign Intelligence Advisory Board sous la seconde présidence de Ronald Reagan (1984-1988).

« Ce qui va bien en Irak »

Source : Los Angeles Times

Référence : « What's Going Right in Iraq », par Gary Schmitt, *Los Angeles Times*, 24 octobre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes d'auteurs favorables à la guerre contre l'Irak concernant, selon eux, les éléments positifs du conflit.

Le premier élément positif en Irak, c'est avant toute chose la chute de Saddam Hussein. Quels que soient les problèmes que rencontrent l'Irak, ils font pâle figure face à la dictature de Saddam Hussein.

Comme l'a démontré le groupe de surveillance de l'Irak, le régime des sanctions échouait et l'ancien président irakien aurait reconstruit son arsenal dès la fin des sanctions. Depuis 1998, la politique états-unienne en Irak avait pour but la chute de Saddam Hussein. Ne pas atteindre cet objectif aurait diminué notre crédibilité dans la région et aurait encouragé la Libye à poursuivre son programme d'armement et le Dr Khan à continuer son réseau de prolifération. Aujourd'hui, les Irakiens font le choix de la démocratie et les sondages montrent qu'ils croient en ce système.

Haifa Zangana



Haifa Zangana est une romancière et peintre irakienne.

« Chaos, meurtre et mutilation »

Source : The Guardian

Référence : « Chaos, murder and mayhem », par Haifa Zangana, *The Guardian*, 25 octobre 2004.

L'enlèvement de Margaret Hassan en Irak est choquant, mais pas surprenant. Nous en sommes venus à accepter que cela puisse arriver à n'importe quel membre de notre famille ou à nos amis. C'est arrivé à ma chère amie Nada dont le neveu a été enlevé le 25 septembre et décapité le 2 octobre, sans demande de rançon. Il a sans doute été enlevé par erreur à cause de son type européen. Son corps n'a pas été retrouvé.

Sa famille est partie pour la Jordanie et la Syrie. Il y a deux millions d'Irakiens en Jordanie, en Syrie ou au Liban et 200 000 chrétiens irakiens ont quitté le pays. C'est la réalité quotidienne du nouvel Irak : 100 Irakiens meurent en moyenne chaque jour, les enlèvements pour le profit ou la vengeance se développent et les jeunes filles sont vendues dans les pays voisins pour la prostitution. Des jeunes filles (parfois très jeunes) sont régulièrement enlevées et violées. Deux Irakiens avaient été enlevés en même temps que deux travailleuses humanitaires irakiennes et ils ont été relâchés par la suite, mais,

contrairement aux Italiennes, ils n'ont pas attiré l'attention des médias occidentaux.

Les travailleurs humanitaires ne sont pas les seules cibles : 250 professeurs d'université ou scientifiques ont été tués et plus de 1000 universitaires ont quitté le pays. Les journalistes irakiens également souffrent d'attaques et beaucoup ont quitté le pays, tout comme les médecins. Ces assassinats ne donnent pas lieu à des enquêtes et ne sont pas répertoriés.

Alors que les forces états-uniennes se sont présentées comme les championnes de la liberté et de la démocratie, elles n'ont apporté que le chaos, les meurtres, les punitions collectives, les tortures de prisonniers et la destruction des infrastructures du pays. Le bilan du gouvernement « souverain » intérimaire irakien est désastreux mais, sans consultation de la population, **Iyad Allaoui** déclare que les Irakiens veulent que les forces d'occupation restent sur place. **Tony Blair** avait affirmé que la guerre « sauverait des vies », mais la mort est partout. Les Irakiens veulent la fin de l'occupation.